

LE PROGRES

DE L'ALLIER, DE LA NIÈVRE ET DE SAONE-ET-LOIRE

ABONNEMENTS : Allier et limitrophes : 3 mois, 20 fr. ; 6 mois, 36 fr. ; 1 an, 68 fr. ; Autres Départements : 3 mois, 23 fr. ; 6 mois, 41 fr. ; 1 an, 72 fr. — ÉTRANGER, port en sus.

25 Centimes

25 Centimes

DIRECTION
Administration - Rédaction
10, Rue Bertin, 10
MOULINS
TÉLÉPHONE : 88, 11-01
Chèques Postaux :
Clermont-Ferrand 51-61
R. C. Moulin 1385

PUBLICITÉ
AGENCE HAVAS
3^e, Place d'Allier, MOULINS
Téléphone 6-37
Chèques Postaux :
Clermont-Ferrand 153-84
Pour la publicité extra-régionale
s'adresser à
L'Agence Havas
62, Rue de Richelieu - PARIS
et dans toutes ses Succursales

VERS LA NOUVELLE LÉGISLATURE LE PARTI S. F. I. O. DEVANT SES RESPONSABILITÉS

par Georges Potut
Député de la Nièvre

Les élections législatives ont donné une forte majorité aux élus par les engagements du front populaire. Il est prématuré cependant d'essayer de déterminer la consistance exacte de la majorité nouvelle, certains députés nouveaux ou même réélus ne s'étant pas encore assez clairement situés.

Quoi qu'il en soit, on peut d'ores et déjà affirmer que la majorité absolue est sensiblement dépassée, au profit du front commun. Au sein de celui-ci, le groupe S.F.I.O. est le plus important. Il est même pour la première fois dans l'histoire parlementaire, le plus nombreux de la Chambre.

Respectueux de la règle constitutionnelle comme de la tradition parlementaire, j'estime que l'expérience doit être tentée et qu'il faut loyalement la laisser se dérouler.

Elle sera appréciée à ses résultats, en toute sérénité objective. L'intérêt supérieur du pays domine de haut le débat. La tâche est rude. Le parti qui s'est cantonné depuis sa formation dans une abstention critique va faire à son tour l'apprentissage de ces difficultés et mesurera, lui aussi, l'écart qui sépare entre le rêve ou la doctrine et l'implacable réalité.

Il ne peut se dérober. Au surplus, dans un article retentissant, M. Léon Blum s'empresse de revendiquer les responsabilités du pouvoir : « Nous tenons donc à déclarer sans perdre une heure, que nous sommes prêts à remplir le rôle qui nous appartient, c'est-à-dire à constituer et à diriger le gouvernement de front populaire ».

On pourra s'étonner de la précipitation que traite une telle déclaration, puisqu'aussi bien le gouvernement actuel doit normalement durer pour l'exécution des affaires courantes jusqu'à l'expiration de la législature de 1932, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} juin, et d'ailleurs le président Saraut ne semble pas disposé à se retirer prématurément. Mais on conçoit que les chefs de la nouvelle majorité s'efforcent de ne pas se laisser séduire par les éléments les plus actifs et les plus impatients de celle-ci.

D'ailleurs, si le problème de majorité est pratiquement résolu, car la division possible du groupe radical ne change rien à la physionomie de la prochaine Chambre, le problème politique proprement dit, demande à être clarifié et précisé. C'est à quoi s'emploieront les organismes qualifiés des partis intéressés.

Que fera le parti communiste ? M. Léon Blum appelle, dans son article, le pacte d'unité d'action qui unit le parti S.F.I.O. au parti communiste. Soit. Mais jusqu'ici le parti communiste paraît enclin à s'abstenir d'une participation effective au gouvernement, à moins que son importance numérique, dépassant ses propres espérances, ne l'incite à examiner, sous un angle différent, le problème. En tout cas, sans décision ultérieure infligeant ses premières dispositions, il ne pratiquera, à l'égard du groupe le plus nombreux de la Chambre, qu'une politique conditionnelle de soutien.

Le parti S.F.I.O. ferait ainsi à ses dépens l'essai tactique qu'il avait exercé par le passé en 1932 et 1934, à l'égard du parti radical, assumant seul le pouvoir, en provoquant par ses déficiences périodiques, des crises ministérielles répétées.

Le parti radical, lui aussi, aura à examiner la ligne de conduite qu'il aura à suivre un certain nombre de ses membres, et la question de la participation se posera de ce côté aussi, avant la fin

du mois. Il appartiendra à l'Assemblée plénière du Comité Exécutif de statuer.

La situation générale restant après les élections ce qu'elle était auparavant, et les événements prévalant dans leur rigueur sur les volontés humaines, il est illusoire d'espérer une prompt transformation de cette situation.

Plus que jamais, les difficultés financières réclament des soins urgents et avisés. Les soins de sa campagne électorale ne m'ont pas laissé le loisir de suivre depuis plusieurs semaines l'évolution de notre situation financière avec la même exactitude qu'auparavant. Mais ce n'est pas à avancer que d'affirmer que la situation de la trésorerie est critique et l'hémorragie de l'or légitime de sérieuses inquiétudes en ce qui concerne la tenue du franc. M. Malvy, président de la Commission des Finances, ne cache pas, cette semaine, dans les couloirs de la Chambre, ses angoisses à ce sujet.

On est en droit de douter que des méthodes entièrement neuves pourront être mises en œuvre pour cette seule raison qu'elles n'existent pas. Une feuille raisonnée rappelle, à ce propos, l'article que M. Léon Blum écrivait, le 16 octobre dernier, dans le « Populaire » :

« Un gouvernement de front populaire ferait exactement ce que fait depuis six mois — et à quelle chose ! — le gouvernement de M. Laval. Il ferait ce à quoi s'oblige M. Régnier, par son projet de budget. Il ferait ce que M. Potut propose au parti radical, en lui soumettant son rapport. Il ferait ce qu'ont fait tous les ministères successifs depuis que le budget français est en déficit, c'est-à-dire depuis cinq ans au moins. Il ferait ce que font dans pareilles conjonctures, tous les gouvernements dans tous les pays du monde. Je veux dire qu'il emploierait le secours du crédit ».

Donc, c'est la continuation de la politique d'emprunt en perspective politique que condamne le parti S.F.I.O. lorsqu'il est dans l'opposition, en négociant, d'ailleurs, de proposer, à ce moment, autre chose à la place. Quant à la fuite de l'or, il n'est pas de moyen technique pour l'entraver. Le contrôle des changes, l'expérience l'a démontré, est inopérant. L'embargo sur l'or, c'est-à-dire l'interdiction d'exporter, provoque mécaniquement la baisse du franc.

La politique extérieure ne se prête pas davantage à un renversement complet au parti radical, car les faits commandent. La recherche des alliances et des amitiés reste le seul moyen d'assurer la paix contre ceux qui veulent la troubler. La Société des Nations est, les événements l'ont révélé, incapable de nous protéger contre les risques de conflit.

Notre sécurité extérieure exige, d'autre part, le maintien et même le renforcement d'une organisation défensive appropriée. Le parti S.F.I.O., sur ce point, sera gêné par des déclarations antérieures un peu imprudentes. Quelle lourde responsabilité serait la sienne si, pour mettre en accord ses actes prochains avec ses démonstrations passées, il démantelait notre défense nationale !

Le parti S.F.I.O. arrive à un tournant délicat de son évolution, car il est désorienté, par la force même des choses, enfermé dans le dilemme suivant : ou bien il voudra appliquer avec rigidité une doctrine abstraite, et il risque ainsi d'affaiblir et de désorganiser le pays, ou bien, modelant son attitude sur les exigences des faits, il s'orientera vers cet opportunisme qui rapproche à présent aux partis de gouvernement qu'il combattait jusqu'ici. D'ici peu de temps, nous le verrons à l'œuvre.

Et quand un homme comme Herriot, opposé sur bien des points aux idées de Daladier, grand organisateur du front populaire, s'est trouvé en difficultés, on s'est efforcé de le rejeter vers l'extrême-gauche, on l'a obligé d'accepter les voix socialistes et communistes, en le couvrant par surcroît d'injures et de sarcasmes.

Les partis modérés s'adressent toujours au parti radical, quand ils sont battus et quand il est trop tard. Avant ils se bornent à prophétiser sa disparition et à affecter de ne plus le compter pour rien. Il faut les résultats du scrutin pour les décider à s'apercevoir qu'il existe. Mais alors, ils l'ont mis en position telle, que, tenu par les engagements pris, il doit honnêtement s'écarter d'eux et exécuter les promesses qu'il s'est obligé à faire pour échapper à la destruction.

Il ne faut pas viser deux buts à la fois : d'une part essayer de s'opposer à la marée socialiste, de l'autre saper de ses propres mains la digue qui peut l'arrêter.

Or, moi, lorsque l'inondation arrive, il paraît un peu excessif de s'adresser à ceux qu'on a attaqués un peu pour leur demander leur aide. Tout s'est passé comme si les membres de la droite souhaitaient un mouvement à gauche. Qu'ils ne lèvent pas les bras au ciel maintenant qu'ils l'ont obtenu.

PIERREJEAN.

LE CONSEIL DES MINISTRES a examiné la situation politique et la situation financière

Quelles seront la politique et la composition du ministère de Front Populaire ?

Le Conseil des Ministres

Paris, 7 mai. — Les ministres se sont réunis en Conseil à l'Élysée sous la présidence de M. Leduc.

Sur la proposition de M. Boncour et au nom de M. Flandin, M. Bodard, ministre de France à Addis-Abeba, a été nommé commandeur de la Légion d'honneur. Mme Bodard a été nommée chevalier de même ordre.

M. Régnier a fait un exposé de la situation financière. Le ministre des Finances a fait approuver d'autre part, diverses mesures pour réprimer la spéculation qui permet l'exploitation du succès du Front populaire.

Sur la proposition du ministre de la Guerre, le général Besson, commandant la 16^e région, a été nommé au commandement de la région de Paris, en remplacement du général Nieger, placé dans la réserve.

Le général Goudot, actuellement au Maroc est nommé commandant de la 16^e région, à Montpellier.

Le général Garçery, commandant la 25^e division, est nommé gouverneur militaire de Lyon et de la 14^e région en remplacement du général Dossé, membre du Conseil supérieur de la Guerre, maintenu en activité pendant un an.

M. Bonnet a mis le Conseil au courant de la conclusion des accords commerciaux avec la Roumanie et avec les États-Unis.

Dans le parti socialiste

LA C.A.P. CONVOQUE LE CONSEIL NATIONAL DE LA S.F.I.O. POUR DIMANCHE

Paris, 7 mai. — La Commission administrative permanente du parti socialiste s'est réunie hier soir, 9, rue Victor-Massé, sous la présidence de M. Raoul Evrard. Elle a adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La C. A. P. salue avec joie la grande victoire du parti socialiste aux scrutins des 25 avril et 5 mai. Elle est unanime à approuver les déclarations faites par MM. Léon Blum, Paul Faure et Séverac, concernant la situation politique générale créée par le succès des partis du Front populaire. Elle juge nécessaire de convoquer télégraphiquement le Conseil National dimanche prochain à Paris et de permettre ainsi à l'ensemble des membres du parti de suivre avec vigilance les événements et d'être prêts à toutes les éventualités. »

« Elle décide, à titre exceptionnel, et en raison des circonstances, que ce conseil sera ouvert à la presse ».

Un discours de M. Caillaux

Le Mans, 7 mai. — Ouvrant la séance du Conseil général de la Sarthe, M. Joseph Caillaux, sénateur, a prononcé un discours dans lequel il exprima le regret que lui causait le spectacle de la cohue des intérêts particuliers organisés pour interposer un écran de plus en plus opaque devant l'intérêt général.

Reprenant les paroles d'un homme d'État momentanément distrait de la politique et d'après lequel notre pays évoluait vers un individualisme de plus en plus étroit, M. Caillaux déclara :

« Cette situation serait singulièrement alarmante si notre pays n'était la nation des hauts et bas, capable de surmonter les crises les plus redoutables. »

J'estime que les solutions de la crise économique ne peuvent être trouvées que sur le plan international et ces vues aujourd'hui méconnues prévaudront un jour. »

M. Caillaux a terminé en montrant la nécessité d'alléger la fiscalité.

La santé de M. Flandin

Paris, 7 mai. — Le fait que M. Flandin n'a pu assister au Conseil des ministres étant souffrant, a donné immédiatement naissance à des bruits selon lesquels le ministre des Affaires étrangères devrait subir une intervention chirurgicale.

L'entourage de M. Flandin dément formellement ces bruits.

Une interview de M. Blum

M. Léon Blum a donné au « Daily Herald » une interview qui définit la politique du parti S.F.I.O. à l'égard du problème éthiopien, du problème rhénan et, d'une façon générale, à l'égard de l'organisation de la paix dans le cadre de la S.D.N.

« La S.D.N. n'a pas réussi à sauver l' Abyssinie. La splendide cristallisation de l'esprit international qui s'est produite en septembre dernier, semble être dissoute. Nous devons la recréer. Nous avons décidé d'agir et de montrer le chemin. La S.D.N. doit être fermement rétablie et ramifiée. Les États de l'Europe doivent être à nouveau réunis dans une collaboration. Ce ne peut se faire que sur la base du désarmement ».

Comment M. Léon Blum entend-il cette politique de désarmement ?

M. Léon Blum répond qu'une convention de désarmement doit être rapidement envisagée.

« L'Allemagne, précise-t-il, doit être invitée à participer à l'élaboration de cette convention, car le réarmement de l'Allemagne a été la cause même de l'occupation par elle de la zone démilitarisée. Le vrai questionnaire à lui soumettre de la part de tous les États de l'Europe, grands et petits, doit consister en cette question vitale : « Êtes-vous prêts à désarmer avec nous ? »

« Si l'Allemagne refuse de répondre à cette question, et si elle ne veut pas participer à notre œuvre de désarmement, alors nous devons conclure une convention sans elle. Ce doit être une convention aussi équitable que si l'Allemagne avait été présente lors de sa rédaction. Londres, Moscou et Paris doivent collaborer avec les autres États de la S.D.N. et prendre les responsabilités qui découlent ».

Bref, désarmement avec ou sans l'Allemagne.

Une déclaration de M. Paul Reynaud

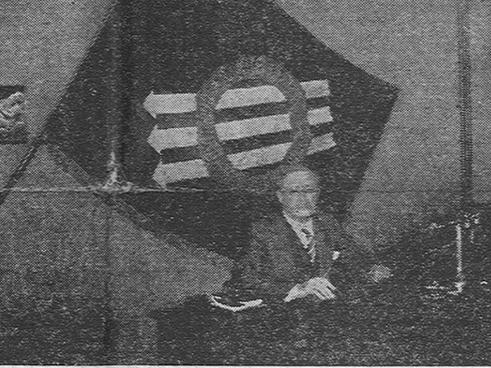
Paris, 7 mai. — M. Paul Reynaud a déclaré ce soir que la minorité du gouvernement socialiste qui va certainement se constituer.

La minorité devra se borner à une opposition purement doctrinale, mettant ainsi les partis du Front populaire en face de leurs responsabilités.

M. Paul Reynaud a exprimé le regret que le corps électoral se soit laissé entraîner dans une aventure dont il aura peut-être se repentir dans quelques semaines.

Les réceptions de M. Sarraut

Paris, 7 mai. — M. Albert Sarraut a reçu à la fin de l'après-midi, M. Camille Chautemps, ministre des Travaux publics.



M. Léon Blum qui sera vraisemblablement chef du nouveau gouvernement photographié dans son bureau au journal « Le Populaire »

PRONOSTICS SUR LE FUTUR MINISTÈRE

Le refus des communistes de participer au gouvernement qui sera constitué dans les premiers jours de juin clarifie la situation. On s'oriente d'instinct vers un ministère S.F.I.O. avec participation radicale et soutien communiste.

« Que sera ce ministère ? On ne peut enregistrer jusqu'ici que des bruits dont le plus grand ont de sérieuses chances de n'être pas confirmés. Nous sommes pas que nous sommes à quatre semaines de la constitution du nouveau cabinet et que bien des combinaisons peuvent s'écrire ».

D'après les socialistes S.F.I.O., qui, dans les couloirs, ne sont avertis ni de propos ni de pronostics, la présidence du Conseil serait, bien entendu, offerte à M. Léon Blum.

« Mais si, pour des raisons de santé, le leader socialiste ne pouvait accepter cette lourde charge, il indiquerait au choix du Président de la République, selon certains de ses amis, une personnalité extra-parlementaire de son parti, il s'agirait du professeur Rivet, conseiller municipal de Paris, qui fut un des fondateurs et un des chefs de la première heure du Front populaire.

M. Yvon Debos pourrait conserver le portefeuille de la Justice. Pour les affaires étrangères, il serait question de M. Camille Chautemps ou de M. Herriot dont le retour au quai d'Orsay serait accueilli avec faveur : « les communistes ».

M. Vincent-Auriol traiterait aux Finances.

Le passage du Prix Wolber à Moulin



Le premier peloton passe rue de l'Horloge

Le questionnaire britannique a été remis à M. von Neurath

A Berlin, on observe une stricte réserve

Berlin, 7 mai. — Sir Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, a remis ce matin à M. von Neurath le questionnaire rédigé par le gouvernement britannique au nom des puissances alliées.

Dans les milieux officiels allemands, on se montre très réservé à l'heure actuelle sur l'accueil qui sera fait au mémorandum britannique.

Il s'agit, déclare-t-on, de documents importants.

Les services compétents du ministère des Affaires étrangères sont en train de les examiner soigneusement.

Le texte sera communiqué au cours de l'après-midi au Führer qui est, actuellement, à Munich, où les chefs du parti national-socialiste sont réunis pour discuter les questions importantes de la politique intérieure.

Le document britannique avait été communiqué samedi dernier à Sir Eric Phipps.

Des échanges de vues avaient eu lieu entre Sir Eric Phipps et le Foreign Office pendant les premiers jours de cette semaine et il est possible que le document ait été remanié jusqu'au dernier moment.

L'entrevue entre l'ambassadeur de Grande-Bretagne et M. von Neurath dura trois-quarts d'heure environ.

L'ambassadeur a accompagné la remise de la note d'explications orales, précisant ou soulignant certains points.

Berlin, 7 mai. — Le « Berliner Tageblatt » croit que le mémorandum anglais remis aujourd'hui au Reich, s'occupe uniquement des propositions allemandes visant à garantir la paix européenne et ne contient rien qui se rapporte à la question rhénane ou à la période intermédiaire.

Ce journal ajoute que les questions traitées sont très complexes et nécessitent une étude approfondie du côté allemand.

Le calme est revenu à Addis-Abeba où les Italiens organisent la police

On envisage une détente entre Rome et Londres

La situation à Addis-Abeba

Addis-Abeba, 7 mai. — On évalue à environ 30.000 le nombre de soldats italiens qui occupent à l'heure actuelle Addis-Abeba.

Les rues de la capitale sont parcourues de jour et de nuit par des patrouilles de soldats blancs et indigènes ainsi que par des automobiles blindées.

Les autorités italiennes ont d'ores et déjà établi des tribunaux spéciaux qui seront chargés de juger toute personne inculpée de pillage.

Quant au détachement de troupes sénégalaises envoyées en toute hâte de Djibouti, afin de protéger les sujets français assésés par des pillards abyssins à la Légation de France, avant l'entrée des troupes italiennes à Addis-Abeba, il a été décidé que ces troupes ne seront pas autorisées à débrayer et retourneront immédiatement à Djibouti. Cette décision a été prise par suite du fait que le calme est maintenant rétabli à Addis-Abeba, où les forces d'occupation italienne sont suffisantes pour assurer la protection des légations étrangères établies dans la capitale éthiopienne.

Rien de nouveau entre Rome et Londres

Londres, 7 mai. — On dément dans les milieux officiels anglais que le gouvernement britannique ait reçu une communication du gouvernement de Rome préparant l'ouverture de négociations entre les deux capitales destinées à établir sur des nouvelles bases les rapports anglo-italiens.

On dément également que le gouvernement britannique se propose de prendre l'initiative de telles négociations.

LES LEGATIONS ÉTRANGÈRES À ADDIS-ABEBA SONT MAINTENUES

Londres, 7 mai. — Les légations étrangères à Addis-Abeba seront maintenues jusqu'à nouvel ordre.

Tel est, selon les nouvelles parvenues aux milieux officiels anglais, ce qui a été décidé entre les diplomates étrangers et le maréchal Badoglio.

Le but de ce maintien est de permettre aux légations de veiller à la protection des ressortissants étrangers.

Le discours de M. Eden a produit bonne impression à Rome

Rome, 7 mai. — Le discours prononcé hier aux Communes par M. Eden a produit une bonne impression à Rome, accentuant la détente sensible des relations italo-anglaises qui se manifestait depuis quelques jours.

L'opinion italienne souligne que M. Eden a tenu compte de la modération qui inspirait le dernier discours du chef du gouvernement italien.

On en déduit que le chef du Foreign Office a renoncé à poursuivre la « politique juridique » pour adopter la « politique réaliste » répondant à la nécessité de rétablir la vieille amitié italo-britannique.

La Quotidienne

Certes, comme l'écrivait hier Jules Lefebvre, le Front populaire se sera révélé pour le parti radical une duperie.

Bien qu'il soit impossible de savoir ce qui se serait passé si les radicaux n'y avaient pas adhéré et d'affirmer que leurs pertes n'auraient pas été plus élevées encore, nous sommes prêts à admettre que le « rassemblement » a surtout fait le jeu des socialistes et communistes.

Seulement, nous demandons que la question des responsabilités soit examinée de plus près.

Le scrutin d'arrondissement, maintenant grâce aux manœuvres que l'on sait, impose des alliances au second tour.

Si le parti radical était allié isolé à la bataille, qui peut douter qu'il eût été écrasé ?

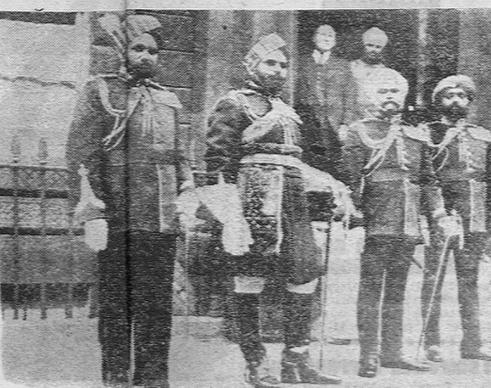
Il lui restait donc à choisir ses appuis soit à sa gauche soit à sa droite.

À sa gauche, il trouvait des hommes tout le séparant des divergences doctrinales profondes et qui ne nourrissent pas pour lui une tendresse particulière.

Mais à sa droite, à côté d'alliés loyaux comme M. Flandin et ses amis (accusés pour cette raison même de trahison), il était en face d'une véritable cabale montée à coups de millions pour présenter ses chefs comme des voleurs et des assassins.

Il avait l'impression qu'on ne lui tendait les bras que pour mieux l'é-

Pour la gloire de l'Empire britannique



Le roi Édouard VIII a reçu les quatre officiers hindous qui pendant un an ont représenté l'armée des Indes dans les cérémonies officielles